

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2000 — 2025

[2000/29294]

**31 MAI 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif à la reconnaissance des associations représentatives  
auxquelles peuvent être confiées des émissions de radio ou de télévision à la RTBF**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), et notamment l'article 7, § 3 et 4,

Vu l'arrêté du Gouvernement du 14 octobre 1997 portant approbation du contrat de gestion de la RTBF, et notamment les articles 22 et 23,

Vu l'avis des Commissaires du Gouvernement, donné le 1er mars 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 16 mars 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 avril 2000, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 21 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2000;

Sur proposition du Ministre de l'audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement du 31 mai 2000,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1er. Selon les critères et modalités fixées par le présent arrêté, le Gouvernement peut reconnaître des associations représentatives auxquelles peuvent être confiées des émissions de radio ou de télévision à la RTBF.

§ 2. Les associations représentatives visées au paragraphe 1er sont réparties en trois catégories, à savoir :

a) les associations dont l'objet est la promotion ou la diffusion d'opinions fondées sur des courants idéologiques ou politiques, ci-après « les associations idéologiques ou politiques »,

b) les associations dont l'objet est la promotion ou la diffusion d'opinions fondées sur des courants philosophiques ou religieux, ci-après « les associations philosophiques ou religieuses »,

c) les associations dont l'objet est la promotion ou la diffusion d'opinions fondées sur des courants économiques ou sociaux, ci-après « les associations économiques ou sociales ».

**Art. 2.** § 1er. En radio comme en télévision, le Gouvernement peut reconnaître, concomitamment, autant d'associations idéologiques ou politiques qu'il y a de groupes politiques reconnus au Parlement de la Communauté française, pour autant que ces groupes politiques acceptent les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment, notamment en n'incitant pas à la discrimination, à la haine ou à la violence, en particulier pour des raisons de race, de sexe ou de nationalité, et en ne tendant pas à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou de toute autre forme de génocide.

§ 2. En radio comme en télévision, le Gouvernement peut reconnaître, concomitamment, des associations philosophiques ou religieuses, parmi celles représentatives des courants philosophiques ou des cultes reconnus par le Ministère de la Justice, en tenant compte de l'importance et des titres des associations demanderesse visées au présent paragraphe.

§ 3. En radio comme en télévision, le Gouvernement peut reconnaître, concomitamment, des associations économiques ou sociales parmi celles représentatives des organisations syndicales, des organisations patronales, des organisations de classes moyennes et d'indépendants et des organisations agricoles.

Dans la reconnaissance des associations visées au présent paragraphe, le Gouvernement tient compte :

— de l'importance et des titres de l'association demanderesse, et notamment de sa notoriété, de son ancienneté, du nombre de ses membres et du ressort territorial sur lequel elle exerce ses activités;

— de la capacité de l'association demanderesse à concevoir et, le cas échéant, à produire des émissions de radio ou de télévision.

**Art. 3.** § 1er. Les associations qui souhaitent être reconnues comme association représentative doivent introduire une demande de reconnaissance auprès du Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. La demande visée au paragraphe 1er doit préciser celle des catégories visées à l'article 1er, § 2, que sollicite l'association. La demande doit également préciser si la reconnaissance souhaitée concerne la radio ou la télévision.

Elle doit être accompagnée :

a) du statut de l'association, tel que publié au *Moniteur belge*;

b) de la liste des responsables de l'association;

c) des comptes de l'association pour les deux dernières années, du budget relatif à l'année en cours, et de toutes précisions utiles quant aux subsides publics perçus par l'association;

d) de tous éléments utiles quant à l'importance et aux titres de l'association;

e) de tous éléments utiles quant à la capacité de l'association à concerver, et le cas échéant, à produire des émissions de radio ou de télévision susceptibles d'intéresser le public de la Communauté française.

**Art. 4.** § 1er. Dans les trois mois de la réception de la demande par le Ministre de la Communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions, et après avis du conseil d'administration de la RTBF, le Gouvernement de la Communauté statue sur la demande, par décision motivée, notifiée sans délais à l'association demanderesse ainsi qu'à la RTBF. A défaut de décision prise dans le délai visé ci-avant, la demande est réputée rejetée.

§ 2. En cas de refus de reconnaissance, l'association demanderesse doit attendre un délai minimum de douze mois avant de réintroduire une nouvelle demande auprès du Ministre de la communauté ayant l'audiovisuel dans ses attributions.

§ 3. La reconnaissance est accordée pour une durée de cinq ans.

Toutefois, pour les associations idéologiques ou politiques, cette reconnaissance prend fin de plein droit au plus tard le troisième mois qui suit le renouvellement du Parlement de la Communauté française.

§ 4. Les demandes de renouvellement des reconnaissances doivent être introduites, conformément à l'article 3 de présent arrêté, au moins douze mois avant leur terme, par les associations demanderesse. Elles sont soumises aux mêmes règles que celles énoncées par le présent arrêté, pour l'octroi des premières reconnaissances.

**Art. 5.** Après avoir entendu l'association représentative concernée, et après avis du conseil d'administration de la RTBF, le Gouvernement peut suspendre, pour une durée ne dépassant pas douze mois, ou retirer la reconnaissance accordée à une association, en cas de violation, par cette association, des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux associations représentatives reconnues.

Le retrait de la reconnaissance est prononcé d'office si l'association représentative est dissoute, si elle ne sollicite pas de la RTBF l'octroi d'un temps d'antenne, ou si elle n'utilise pas, pendant un an, le temps d'antenne qui lui est accordée par la RTBF.

**Art. 6.** Une fois reconnue, l'association représentative peut solliciter de la RTBF l'octroi d'un temps d'antenne, en radio ou en télévision.

**Art. 7.** A titre transitoire, les reconnaissances accordées par les organes de gestion de l'INR, de la RTB ou de la RTBF, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont prorogées de plein droit jusqu'au 31 décembre 2000.

En dérogation à l'article 4, § 4 du présent arrêté, les demandes de renouvellement des reconnaissances accordées à titre transitoire en vertu du paragraphe précédent, doivent être introduites entre le 1er et le 30 septembre 2000.

**Art. 8.** La Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mai 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Audiovisuel,

C. DE PERMENTIER

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 2025

[2000/29294]

**31 MEI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de representatieve verenigingen waaraan radio- of televisie-uitzendingen op de « RTBF » mogen worden toegewezen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF), en inzonderheid op artikel 7, § 3 en 4;

Gelet op het besluit van 14 oktober 1997 van de Regering houdende goedkeuring van het beheerscontract van de « RTBF », en inzonderheid op de artikelen 22 en 23;

Gelet op het advies van de Commissarissen van de Regering, gegeven op 1 maart 2000;

Gelet op de beraadslaging van 16 maart 2000 van de Regering over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 17 april 2000, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2000;

Op de voordracht van de Minister belast met de Audiovisuele Sector;

Gelet op de beraadslaging van 31 mei 2000 van de Regering,

Besluit :

**Artikel 1.** § 1. Volgens de criteria en de nadere regels bepaald bij dit besluit, kan de Regering representatieve verenigingen erkennen waaraan radio- en televisie-uitzendingen van de « RTBF » kunnen toegewezen worden.

§ 2. De representatieve verenigingen bedoeld bij lid 1 worden in drie categorieën onderverdeeld, en meer bepaald :

a) de verenigingen die als doelstelling hebben de promotie of de spreiding van opinies die steunen op ideologische of politieke strekkingen, hierna « de ideologische of politieke verenigingen » genoemd;

b) de verenigingen die als doelstelling hebben de promotie of de spreiding van opinies die steunen op filosofische of religieuze strekkingen, hierna « de filosofische of religieuze verenigingen » genoemd;

c) de verenigingen die als doelstelling hebben de promotie of de spreiding van opinies die steunen op economische of sociale strekkingen, hierna « de economische of sociale verenigingen » genoemd.

**Art. 2.** § 1. Zowel op radio als op televisie, kan de Regering tegelijkertijd evenveel ideologische of politieke verenigingen erkennen als er politieke groepen zijn die in het Parlement van de Franse Gemeenschap erkend zijn voor zover deze politieke groepen de principes en de regels van de democratie aanvaarden en er zich naar schikken, inzonderheid door discriminatie, haat of geweld niet aan te moedigen, meer bepaald wegens ras-, geslachts- of nationaliteitsonderscheid, en door het niet ontkennen, minimaliseren, verantwoorden, goedkeuren van de genocide die werd begaan door het Duits nationaal-socialistisch regime tijdens de tweede wereldoorlog of gelijk welke andere vorm van genocide.

§ 2. Zowel op radio als op televisie kan de Regering tegelijkertijd filosofische of religieuze verenigingen erkennen onder deze die representatief zijn voor de filosofische strekkingen of voor de culten die erkend zijn door het Ministerie van Justitie, rekening houdend met de omvang en de titels van de verzoekende verenigingen bedoeld bij dit lid.

§ 3. Zowel op radio als op televisie kan de Regering tegelijkertijd evenveel economische of sociale verenigingen erkennen onder deze die representatief zijn voor de vakverenigingen, de organisaties van de werkgevers, de organisaties van de middenstand en zelfstandigen, de landbouworganisaties.

Bij de erkenning van de verenigingen bedoeld bij dit lid, houdt de Regering rekening :

- met de omvang en de titels van de verzoekende vereniging, en inzonderheid met haar bekendheid, haar anciënniteit, het aantal leden en het territoriaal ambtsgebied waarin zij haar activiteiten uitoefent;
- met het vermogen van de verzoekende vereniging om radio- en televisie-uitzendingen te ontwerpen en desgevallend te produceren.

**Art. 3.** § 1. De verenigingen die worden als representatieve vereniging erkend wensen te worden moeten bij een ter post aangetekende brief een aanvraag tot erkenning indienen bij de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort.

§ 2. In de bij lid 1 bedoelde aanvraag moet nader bepaald worden welke van de bij artikel 1, § 2 bedoelde categorieën de vereniging beoogt. In de aanvraag moet eveneens nader bepaald worden of de gewenste erkenning de radio of de televisie betreft.

Bij de aanvraag moeten gevoegd worden :

- a) het statuut van de vereniging, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- b) de lijst van de verantwoordelijken voor de vereniging;
- c) de rekeningen van de vereniging voor de laatste twee jaar, de begroting van het lopende jaar en alle nuttige inlichtingen betreffende de openbare subsidies die de vereniging heeft ontvangen;
- d) alle nuttige gegevens over de omvang en de titels van de vereniging;
- e) alle nuttige gegevens over de capaciteit van de vereniging om radio- en televisie-uitzendingen te ontwerpen en desgevallend te produceren die de belangstelling van het publiek van de Franse Gemeenschap zouden kunnen wekken.

**Art. 4.** § 1. Binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van de aanvraag door de Minister van de Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, en na advies van de raad van bestuur van de « RTBF », neemt de Regering van de Gemeenschap stelling over de aanvraag, bij gemotiveerde beslissing, onverwijld bekendgemaakt aan de verzoekende vereniging alsook aan de « RTBF ». Bij ontstentenis van een beslissing, binnen de hierboven bedoelde termijn genomen, wordt de aanvraag als verworpen geacht.

§ 2. Bij weigering van de erkenning, moet de verzoekende vereniging ten minste twaalf maanden wachten vooraleer een nieuwe aanvraag in te dienen bij de Minister van de Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort.

§ 3. De erkenning wordt toegezegd voor een duur van vijf jaar.

Voor de ideologische en politieke verenigingen, neemt deze erkenning evenwel van rechtswege een einde uiterlijk de derde maand die volgt op de hernieuwing van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

§ 4. De aanvragen tot hernieuwing van de erkenningen moeten door de verzoekende verenigingen, overeenkomstig artikel 3 van dit besluit, ten minste twaalf maanden vóór hun termijn ingediend worden. Voor de toekenning van de eerste erkenningen zijn zij onderworpen aan dezelfde regels als deze die in dit besluit zijn vermeld.

**Art. 5.** Na de betrokken representatieve vereniging gehoord te hebben, en na advies van de raad van bestuur van de « RTBF », kan de Regering voor een duur van niet meer dan twaalf maanden, de aan een vereniging toegekende erkenning intrekken of deze definitief opheffen in geval van schending door deze vereniging van de decretale en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de erkende representatieve verenigingen.

De intrekking van de erkenning wordt ambtshalve uitgesproken indien de representatieve vereniging ontbonden wordt, indien zij de « RTBF » niet verzoekt haar een antenntijd toe te kennen of indien zij gedurende één jaar de haar door de « RTBF » toegewezen antenntijd niet gebruikt.

**Art. 6.** Zodra de erkenning bekomen, kan de representatieve vereniging aan de « RTBF » vragen haar een antenntijd, op radio of op televisie, toe te kennen.

**Art. 7.** Bij wijze van overgangsmaatregel worden de erkenningen toegevoegd door de beheersorganen van de « INR » de « RTB » of de « RTBF » vóór de inwerkingtreding van dit besluit, van rechtswege tot 31 december 2000 verlengd.

In afwijking van artikel 4, § 4 van dit besluit, moeten de aanvragen tot hernieuwing van de erkenningen toegekend bij wijze van overgangsmaatregel krachtens het vorig lid, tussen 1 en 30 september 2000 worden ingediend.

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 mei 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van de Audiovisuele Sector,